

Considérant que des mesures doivent être prises sans délai afin que cette réglementation puisse être appliquée à partir de l'année scolaire et académique 1985-1986;

Sur la proposition du Ministre communautaire de l'Environnement, de la Politique d'Eau et de l'Enseignement;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1er. L'article 5 de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 10 octobre 1984 modifiant l'arrêté royal du 23 août 1972 fixant la condition

peu aisée des candidats à une allocation d'études et de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 13 juillet 1983 concernant les allocations d'études supérieures est remplacé par la disposition suivante :

« Article 5. Le présent arrêté entre en vigueur à partir de l'année scolaire et académique 1985-1986. »

Art. 2. Le Ministre communautaire de l'Environnement, de la Politique d'Eau et de l'Enseignement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 30 juillet 1985.

Le Président,

G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Environnement,
de la Politique d'Eau et de l'Enseignement,

J. LENSSENS

REGION WALLONNE

F 85 — 2044

4 SEPTEMBRE 1985. — Arrêté de l'Exécutif Régional Wallon portant exécution du décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation du terril en ce qui concerne la procédure d'octroi du permis de valorisation et les modalités de l'enquête publique

L'Exécutif Régional Wallon,

Vu le décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation des terrils, notamment les articles 4 et 5;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre pour le Budget et l'Energie, et du Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E., de l'Aménagement du territoire et de la Forêt,

Arrête :

Article 1er. Le demandeur introduit la demande de permis en quatre exemplaires. Ce nombre est augmenté d'autant d'exemplaires qu'il y a de collèges des Bourgmestre et Echevins concernés par la demande.

Deux exemplaires sont destinés au Ministre qui a l'Energie dans ses attributions, à l'intention de l'ingénieur en chef-directeur des mines du Service des Ressources du sous-sol du ressort; deux exemplaires sont destinés au Ministre qui a l'Aménagement du territoire dans ses attributions, à l'intention du fonctionnaire délégué de l'Aménagement du territoire et de l'urbanisme du ressort.

Art. 2. Sont concernées par la demande de permis :

- 1° la commune où est situé tout ou partie du terril;
- 2° la commune où sont prévues des installations industrielles liées à l'exploitation du terril;
- 3° la commune dont la limite se situe à moins de 500 mètres de la base du terril.

Art. 3. Dans les dix jours ouvrables qui suivent la notification de la demande d'avis, le Collège des Bourgmestre et Echevins ouvre une enquête publique.

Art. 4. La procédure d'enquête publique comprend :

1° L'affichage aux cinq endroits les plus fréquentés de la commune et, en outre, à proximité immédiate du terril, d'un extrait de la demande, conforme au document figurant à l'annexe du présent arrêté.

2° L'envoi par l'administration communale du même extrait aux propriétaires et occupants des immeubles situés à l'intérieur et le long du périmètre délimité par les voies publiques qui entourent le terril dans un rayon maximum de 500 m;

3° La convocation éventuelle du conseil communal pour délibérer sur la demande.

Tout habitant, propriétaire ou occupant dispose de vingt jours à compter de l'affichage ou de la réception de l'extrait pour consulter la demande à la maison communale et notifier ses observations écrites au Collège des Bourgmestre et Echevins. Après l'expiration de ce délai et au plus tard quarante jours après la notification de la

demande d'avis au collège des bourgmestre et échevins, celui-ci organise une séance publique d'information dont la date aura été annoncée dans l'extrait prévu à l'alinéa 1er, 1° et 2°.

L'ingénieur en chef-directeur des mines, le fonctionnaire délégué de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, le demandeur de permis sont invités à participer à cette séance d'information où des plans, coupes, maquettes sont présentés par le demandeur à l'effet de montrer les lieux avant et après la valorisation.

Dans les 5 jours ouvrables qui suivent la séance publique d'information, laquelle fera l'objet d'un procès-verbal, tout habitant ou propriétaire adresse ou confirme ses observations écrites au Collège des Bourgmestre et Echevins.

Les délais ci-dessus indiqués sont suspendus en juillet et en août. Ils recommencent à courir le 1er septembre pour les jours non écoulés au 30 juin précédent.

Art. 5. Dans les trois mois de la notification de la demande d'avis, le collège des bourgmestre et échevins envoie son avis, accompagné du dossier de l'enquête publique et, le cas échéant, de la délibération du conseil communal, à l'ingénieur en chef-directeur des mines du service des Ressources du sous-sol et au fonctionnaire délégué de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme du ressort, qui le reçoivent au nom de l'Exécutif.

Dans les trente jours de la réception des avis prévus à l'alinéa 1er, ces fonctionnaires organisent une ou plusieurs réunions de concertation avec les collèges des bourgmestre et échevins concernés, ou avec les délégués de ces collèges.

Cette ou ces réunion(s) de concertation feront l'objet d'un procès-verbal.

Art. 6. En l'absence d'avis ou en cas d'avis négatif, les deux fonctionnaires visés à l'article 5 en informent la députation permanente et sollicitent de celle-ci l'avis prévu par l'article 4, alinéas 3 et 4, du décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation des terrils.

Art. 7. Les fonctionnaires visés à l'article 5 peuvent solliciter les avis de toutes autorités pouvant être concernées par l'exploitation du terril.

Art. 8. Après la concertation et en tout cas dans les soixante jours qui suivent la réception des avis des collèges des bourgmestre et échevins ou de la députation permanente, les fonctionnaires visés à l'article 5 font rapport et proposent des conditions d'autorisation tenant compte des nécessités de l'exploitation, de l'aménagement du territoire et de la protection de l'environnement.

En cas de désaccord entre les deux fonctionnaires, le rapport précise l'objet et les raisons de ce désaccord.

Le rapport est communiqué aux Ministres qui ont respectivement l'énergie et l'aménagement du territoire dans leurs attributions.

Art. 9. Les Ministres qui ont l'énergie et l'aménagement du territoire dans leurs attributions, délivrent le permis de valorisation.

Art. 10. Les Ministres qui ont l'Énergie, l'Aménagement du territoire et la Tutelle dans leurs attributions arrêtent la forme et précisent le contenu des demandes de permis de valorisation de terrils.

Art. 11. Les Ministres qui ont l'énergie, l'aménagement du territoire et la tutelle dans leurs attributions, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 septembre 1985.

Le Ministre-Président de la Région wallonne chargé de l'Économie,
J.-M. DEHOUSSE

Le Ministre de la Région wallonne,
chargé de la Tutelle et des Relations extérieures,
A. DAMSEAUX

Le Ministre de la Région wallonne, pour le Budget et l'Énergie,
Ph. BUSQUIN

Le Ministre des Technologies nouvelles et des P.M.E.,
de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt pour la Région wallonne,
M. WATHELET

Annexe 1 à l'arrêté de l'Exécutif Régional Wallon portant exécution du décret du 9 mai 1985 concernant valorisation des terrils en ce qui concerne la procédure d'octroi du permis de valorisation et les modalités de l'enquête publique

Valorisation des terrils — Enquête publique

Avis à la population

L'administration communale de vient d'être saisie le d'une demande de permis de valorisation introduite auprès de l'Exécutif régional wallon, par la Société et portant sur le(s) terril(s) suivant(s) :

Le candidat-exploitant,

indique que les caractéristiques essentielles de cette valorisation sont les suivantes :

1. Localisation et situation.
2. Description du site avant valorisation (surface, volume, etc.).
3. Projet de valorisation :
 - 3.1. Matériel utilisé;
 - 3.2. Nombre de personnes employées;
 - 3.3. Rythme de traitement (tonnage traité annuellement);
 - 3.4. Durée de l'exploitation;
 - 3.5. Production annuelle;
 - 3.6. Itinéraires proposés par l'exploitant pour l'évacuation des produits et rythme des transports;
 - 3.7. Moyens de transport proposés;
 - 3.8. Mesures essentielles prévues pour minimiser les nuisances (bruit, poussière, boues, éboulement, etc.);
 - 3.9. Propositions quant au projet de réaménagement du site pendant et après l'exploitation et garantie de bonne fin;
- 3.10. Date proposée pour le commencement des travaux de valorisation.

Une séance publique d'information se tiendra le à dans les locaux de sis rue n° à

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHE REGION

D. 85 — 2044

4. SEPTEMBER 1985. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Durchführung des Dekrets vom 9. Mai 1985 bezüglich der Erschliessung von Halden, was das Verfahren für die Gewährung der Erschliessungsgenehmigung und die Modalitäten der öffentlichen Untersuchung angeht

! Aufgrund des Dekrets vom 9. Mai 1985 bezüglich der Erschliessung von Halden, insbesondere der Artikel 4 und 5;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers für Haushalt und Energie und des Ministers der Neuen Technologien und der KMB, der Raumordnung und des Forstwesens;

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Der Antragsteller reicht den Antrag auf Genehmigung in vierfacher Ausfertigung ein. Für jedes hinzukommende Bürgermeister- und Schöffenkollegium, das von dem Antrag betroffen ist, muss diese Zahl um eine zusätzliche Ausfertigung erhöht werden.

Zwei Ausfertigungen sind für den Minister bestimmt, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, und zwar speziell für den Hauptingenieur-Bergbaudirektor des für das Gebiet zuständigen Dienstes für Bodenschätze; zwei Ausfertigungen sind für den Minister bestimmt, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört, und zwar speziell für den stellvertretenden Beamten für Raumordnung und Städtebau des Gebietes.

Art. 2. Folgende Gemeinden sind von dem Genehmigungsantrag betroffen:

- 1° die Gemeinde, in der die Halde ganz oder teilweise liegt;
- 2° die Gemeinde, in der Industrieanlagen im Zusammenhang mit der Nutzung der Halde vorgesehen sind;
- 3° die Gemeinde, deren Grenze weniger als 500 Meter von der Grundfläche der Halde entfernt liegt.

Art. 3. Innerhalb zehn Werktagen nach Zustellung des Antrags auf Gutachten leitet das Bürgermeister — und Schöffenkollegium eine öffentliche Untersuchung ein.

Art. 4. Das öffentliche Untersuchungsverfahren umfasst.

- 1° Das Anschlagen eines Auszugs aus dem Antrag gemäss dem Dokument, das vorliegendem Erläss in der Anlage beigefügt ist, und dies an den fünf am meisten bezuchten Orten der Gemeinde und zusätzlich in unmittelbarer Nähe der Halde.
- 2° das Zuschieken dieses gleichen Auszugs von Seiten der Gemeinde an die Eigentümer und Besitzer der Immobilien, die innerhalb oder längs des Umkreises liegen, den die öffentlichen Wege begrenzen, die die Halde in einem Umkreis von maximal 500 Metern umgeben;
- 3° die eventuelle Einberufung des Gemeinderates, um über den Antrag zu beraten.

Jeder Einwohner, sei er Eigentümer oder Besitzer verfügt ab der Bekanntgabe oder ab dem Empfang des Auszuges über zwanzig Tage, und im Gemeindehaus Einsicht in den Antrag zu nehmen und seine Einwände schriftlich an das Bürgermeister — und Schöffenkollegium zu richten. Nach Ablauf dieser Frist und spätestens vierzig Tage nach Zustellung des Antrags auf Gutachten an das Bürgermeister — und Schöffenkollegium veranstaltet dieses eine öffentliche Informationssitzung, deren Datum vorher in dem in Absatz 1, Punkte 1 und 2 vorgesehenen Auszug angekündigt wird.

Der Hauptingenieur-Bergbaudirektor, der stellvertretende Beamte für Raumordnung und Städtebau, der Antragsteller werden darum gebeten, an dieser Informationssitzung teilzunehmen, wo Pläne, Schnitte und Modelle vom Antragsteller vorgestellt werden, um die Ortlichkeiten vor und nach der Erschliessung zu zeigen.

Binnen fünf Werktagen nach der öffentlichen Informationssitzung, die den Gegenstand eines Protokolls bildet, richtet jeder Hausbewohner oder —eigentümer seine schriftlichen Bemerkungen oder gegebenenfalls deren Bestätigung an das Bürgermeister — und Schöffenkollegium.

Die oben angegebenen Fristen werden für die Monate Juli und August ausgesetzt. Für die am letzten 30. Juni nicht abgelaufenen Tage laufen die Fristen wieder ab dem 1. September.

Art. 5. Binnen drei Monaten nach Zustellung des Antrags auf Gutachten sendet das Bürgermeister — und Schöffenkollegium sein Gutachten zusammen mit der Akte der öffentlichen Untersuchung und gegebenenfalls der Beratung des Gemeinderates an den Chefingenieur-Bergbaudirektor des Dienstes für Bodenschätze und an den stellvertretenden Beamten für Raumordnung und Städtebau des Gebietes, die es im Namen der Exekutive in Empfang nehmen. Binnen dreissig Tagen nach Empfang der in Absatz 1 vorgesehenen Gutachten veranstalten die Beamten eine oder mehrere Versammlungen zur Beratung mit den betreffenden Bürgermeistern — und Schöffenkollegien oder mit den Stellvertretern dieser Kollegien.

Diese Beratungsversammlung(en) bilden den Gegenstand eines Protokolls.

Art. 6. Mangels Gutachten oder im Falle eines negativen Gutachtens informieren die in Artikel 5 erwähnten beiden Beamten den Ständigen Ausschuss darüber und ersuchen ihn, das in Artikel 4, Absatz 3 und 4 des Dekrets vom 9. Mai 1985 bezüglich der Erschliessung von Halden vorgesehene Gutachten abzugeben.

Art. 7. Die in Artikel 5 erwähnten Beamten können alle Behörden, die durch die Nutzung betroffen sein können, um deren Gutachten ersuchen.

Art. 8. Nach der Beratungsversammlung und auf jeden Fall binnen sechszig Tagen, nach Empfang der Gutachten der Bürgermeister — und Schöffenkollegien oder des Ständigen Ausschusses erstatten die in Artikel 5 erwähnten Beamten Bericht und schlagen Bedingungen für die Genehmigung vor, die die Nutzungs-, die Raumordnungs- sowie die Umweltschutzfordernisse berücksichtigen.

Im Falle einer Meinungsverschiedenheit zwischen den beiden Beamten muss der Bericht den Gegenstand und die Gründe für diese Meinungsverschiedenheit genau angeben.

Der Bericht wird den Ministern übermittelt, zu deren Zuständigkeitsbereichen jeweils die Energie und die Raumordnung gehören.

Art. 9. Die Minister, zu deren Zuständigkeitsbereichen die Energie und die Raumordnung gehören, stellen die Erschliessungsgenehmigung aus.

Art. 10. Die Minister, zu deren Zuständigkeitsbereichen die Energie, die Raumordnung und die Aufsicht gehören, legen die Form und den Inhalt der Anträge auf Genehmigung zur Erschliessung von Halden genau fest.

Art. 11. Die Minister, zu deren Zuständigkeitsbereichen die Energie, die Raumordnung und die Aufsicht gehören, werden mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Gegeben zu Brüssel, am 4. September 1985.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Region,
beauftragt mit der Wirtschaftspolitik,

J.M. DEHOUSSE

Der Minister der Wallonischen Region,
beauftragt mit der Aufsicht und den Auswärtigen Beziehungen.

A. DAMSEAUX

Der Minister der Wallonischen Region für Haushalt und Energie,

Ph. BUSQUIN

Der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B.,
der Raumordnung und des Forstwesens für die Wallonische Region,

M. WATHÉLET

Anlage 1 zum Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Durchführung des Dekrets vom 9. Mai 1985 bezüglich der Erschliessung von Halden, was das Verfahren für die Gewährung der Erschliessungsgenehmigung und die Modalitäten der öffentlichen Untersuchung angeht

ERSCHLISSUNG VON HALDEN — ÖFFENTLICHE UNTERSUCHUNG

Öffentliche Bekanntmachung

Der Gemeindeverwaltung von ist am ein Antrag auf Erschliessungsgenehmigung unterbreitet worden, den die Gesellschaft bei der Wallonischen Regionalexekutive, eingereicht hat und der folgende Halde(n) betrifft:

Der sich bewerbende Unternehmer weist darauf hin, dass diese Erschliessung folgende wesentliche Merkmale aufweist.

1. Lokalisierung und Lage;
2. Beschreibung der Landschaft vor der Erschliessung (Fläche, Rauminhalt, usw.);
3. Erschliessungsprojekt
 - 3.1. Verwendetes Material;
 - 3.2. Anzahl beschäftigter Personen;
 - 3.3. Verarbeitungsrythmus (jährliche Fördermenge);
 - 3.4. Dauer der Nutzung;
 - 3.5. Jährliche Produktion;
 - 3.6. Vom Nutzer vorgeschlagene Fahrstrecke für den Abtransport der Produkte und Transportrythmus;
 - 3.7. Vorgeschlagene Transportmittel;
 - 3.8. Grundlegende Massnahmen, vorgesehen, um die gesundheitsschädlichen Auswirkungen einzuschränken (Lärm, Staub, Schlamm Erdbeben usw.);
- 3.10. Vorgeschlagenes Datum für den Beginn der Erschliessungsarbeiten.

Eine öffentliche Informationssitzung wird am in in den Räumen des (der) (Strasse) Nr. in stattfinden.

Der Minister der Wallonischen Region für Haushalt und Energie,

Ph. BUSQUIN

Der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B.,
der Raumordnung und des Forstwesens für die Wallonische Region,

M. WATHELET

WAALSE GEWEST

N. 85 — 2044

4 SEPTEMBER 1985. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende uitvoering van het decreet van 9 mei 1985 betreffende de ontsluiting van de steenberg en de procedure voor de verlening van de vergunning tot ontsluiting en de modaliteiten van het publiek onderzoek betreft

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 9 mei 1985 betreffende de ontsluiting van de steenberg inzonderheid op artikels 4 en 5;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en Energie en van de Minister van de Nieuwe Technologieën en de K.M.O.'s, de Ruimtelijke Ordening en het Bos;

Besluit:

Artikel 1. De aanvrager dient de aanvraag om vergunning in vier exemplaren in. Dit aantal wordt met zoveel exemplaren verhoogd als er Colleges van Burgemeester en Schepenen zijn die door de aanvraag betrokken zijn.

Twee exemplaren zijn bestemd voor de Minister tot wiens bevoegdheid de Energie behoort, ter attentie van de hoofdinspecteur-directeur der Mijnen van de Dienst voor Bodemschatten van het ressort; twee exemplaren zijn bestemd voor de Minister tot wiens bevoegdheid de Ruimtelijke Ordening behoort, ter attentie van de afgevaardigde ambtenaar van de Ruimtelijke Ordening en de Stedebouw van het ressort.

Art. 2. Volgende gemeenten worden door de aanvraag om vergunning betrokken:

1. de gemeenten, waar de steenberg volledig of gedeeltelijk gelegen is;
2. de gemeente waar industriële installaties in verband met de ontginning van de steenberg beoogd worden;
3. de gemeenten waarvan de grens minder dan 500 meter ver van de basis van de steenberg ligt.

Art. 3. Binnen tien werkdagen na de mededeling van het verzoek om advies stelt het College van Burgemeester en Schepenen een publiek onderzoek in.

Art. 4. De procedure voor het publiek onderzoek omvat:

1. het aanplakken — op de vijf meest bezochte plaatsen van de gemeente en bovendien in de onmiddellijke nabijheid van de steenberg — van een uittreksel van de aanvraag overeenkomstig met het document gevoegd bij dit besluit;

2. de zending door het gemeentebestuur van hetzelfde uittreksel aan de eigenaren en bezitters van de onroerende goederen gelegen binnen en langs de perimeter begrensd door de openbare verbindingswegen die de steenweg in een maximale omtrek van 500 meter omringen;

3. de eventuele bijeenroeping van de gemeenteraad om over de aanvraag te beraadslagen.

Elke bewoner, eigenaar of bezitter beschikt over twintig dagen vanaf het aanplakken of het ontvangen van het uittreksel om de aanvraag bij het gemeentehuis in te zien en zijn geschreven opmerkingen mede te delen aan het College van Burgemeester en Schepenen.

Na het verstrijken van deze termijn en uiterlijk veertig dagen na de mededeling van het verzoek om advies aan het College van Burgemeester en Schepenen organiseert dit laatste een openbare informatiezitting waarvan de datum in het in lid 1, punten 1 en 2 voorziene uittreksel vermeld wordt.

De hoofdingenieur-directeur der Mijnen, de afgevaardigde ambtenaar van de Ruimtelijke Ordening en van de Stedebouw, de aanvrager van de vergunning worden uitgenodigd tot deelneming aan deze informatiezitting waar plannen, doorsneden, ontwerpen over het terrein vóór en na de ontsluiting door de aanvrager worden getoond. Elke bewoner of eigenaar richt of bevestigt zijn geschreven opmerkingen aan het College van Burgemeester en Schepenen binnen vijf werkdagen na de openbare informatiezitting waarvan een proces-verbaal wordt opgemaakt.

De hierboven aangegeven termijnen worden in juli en augustus geschorst. Ze lopen verder vanaf 1 september voor de vóór vorige 30 juni niet voorbijgegangene dagen.

Art. 5. Binnen drie maanden vanaf de mededeling van het verzoek om advies zendt het College van Burgemeester en Schepenen zijn advies vergezeld van het dossier over het publiek onderzoek en eventueel van de beraadslaging van de Gemeenteraad aan de hoofdingenieur-directeur der Mijnen van de Dienst voor Bodemschatten en aan de afgevaardigde ambtenaar van de Ruimtelijke Ordening en van de Stedebouw van het ressort die ze namens de Executieve ontvangen.

Binnen dertig dagen na het ontvangen van de in lid 1 bedoelde adviezen organiseren deze ambtenaren één of meerdere beraadslagingszitting(en) met de betrokken colleges van Burgemeester en Schepenen of met de afgevaardigden van deze colleges. Een proces-verbaal van deze beraadslagingszitting(en) wordt opgemaakt.

Art. 6. Bij gebrek aan advies of in geval van negatief advies stellen de twee in artikel 5 bedoelde ambtenaren de Bestendige Deputatie ervan op de hoogte en verzoeken om haar advies overeenkomstig artikel 4, leden 3 en 4 van het decreet van 9 mei 1985 betreffende de ontsluiting van de steenberg.

Art. 7. De in artikel 5 bedoelde ambtenaren kunnen om het advies van alle door de ontginning van de steenweg betrokken autoriteiten verzoeken.

Art. 8. Na de beraadslaging en in elk geval binnen zestig dagen na het ontvangen van het advies van de Colleges van Burgemeester en Schepenen of van de Bestendige Deputatie brengen de in artikel 5 bedoelde ambtenaren verslag uit en stellen vergunningsvoorwaarden voor die rekening houden met de noodzakelijkheden van de ontginning, de ruimtelijke ordening en de milieubescherming.

Bij verschil van mening tussen de beide ambtenaren worden het voorwerp en de redenen van dit verschil van mening in het verslag aangegeven.

Het verslag wordt medegedeeld aan de Ministers die respectievelijk voor de Energie en voor de Ruimtelijke Ordening bevoegd zijn.

Art. 9. De Ministers die voor de Energie en de Ruimtelijke Ordening bevoegd zijn geven de vergunning af.

Art. 10. De Ministers die voor de Energie, de Ruimtelijke Ordening en het Toezicht bevoegd zijn bepalen de vorm en preciseren de inhoud van de aanvragen om vergunning tot ontsluiting van de steenberg.

Art. 11. De Ministers die voor de Energie, de Ruimtelijke Ordening en het Toezicht bevoegd zijn worden met de uitvoering van dit besluit belast.

Gegeven te Brussel, 4 september 1985.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest,
belast met de Economie,

J.-M. DEHOUSSE

De Minister van het Waalse Gewest,
belast met het Toezicht en de Buitenlandse Betrekkingen,

A. DAMSAUX

De Minister van het Waalse Gewest,
voor Begroting en Energie,

Ph. BUSQUIN

De Minister van de Nieuwe Technologieën en de K.M.O.'s,
de Ruimtelijke Ordening en het Bos voor het Waalse Gewest,

M. WATHELET

Bijlage I bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende uitvoering van het decreet van 9 mei 1985 betreffende de ontsluiting van de steenberg, wat de procedure voor de verlening van de vergunning tot ontsluiting en de modaliteiten van het publiek onderzoek betreft

—
ONTSLUITING VAN DE STEENBERGEN — PUBLIEK ONDERZOEK
 —

Bekendmaking aan de bevolking

Bij het gemeentebestuur van wordt op een aanvraag om vergunning tot ontsluiting aanhangig gemaakt — die bij de Waalse Gewestexecutieve ingediend wordt — door de Maatschappij en betrekking hebbende op de volgende steenberg:

Het sollicitant-bedrijfshoofd geeft de essentiële kenmerken van deze ontsluiting aan:

1. Localisatie en situatie
2. Beschrijving van het terrein na de ontsluiting (oppervlakte, volume, enz.)
3. Ontsluitingsproject
 - 3.1. Gebruikt materieel.
 - 3.2. Aantal tewerkgestelde personen.
 - 3.3. Verwerkingsritme (jaarlijks verwerkte tonnage).
 - 3.4. Duur van de ontginning.
 - 3.5. Jaarlijkse productie.
 - 3.6. De door het bedrijfshoofd voorgestelde wegen voor de evacuatie van de produkten en vervoerritme.
 - 3.7. Voorgestelde vervoermiddelen.
 - 3.8. Essentiële maatregelen om de schade te minimaliseren (lawaaï, stof, modder, berginstorting, enz.)
 - 3.9. De voorstellen inzake nieuwe aanleg van het terrein tijdens en na de ontginning en borgtocht voor de schade-loosstelling.
 - 3.10. De datum voorgesteld voor het begin van de ontsluitingswerken.

De openbare informatiezitting zal plaatsvinden op tegen in de lokalen van gelegen: straat nr. te

—
COMMUNAUTE FRANÇAISE
 —

F. 85 — 2045

22 JUILLET 1985. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 21 mars 1961 déterminant les modalités de la lutte médico-sociale contre la tuberculose, octroyant des subventions en faveur de cette lutte et fixant les conditions de cet octroi; tel qu'il a été modifié ultérieurement, notamment par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 novembre 1984

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté royal du 21 mars 1961 déterminant les modalités de la lutte médico-sociale contre la tuberculose, octroyant des subventions en faveur de cette lutte et fixant les conditions de cet octroi, tel que modifié ultérieurement notamment par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 novembre 1984;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 février 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, tel qu'il a été remplacé par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu d'intensifier la lutte contre les maladies transmissibles;

Considérant qu'il s'impose, à bref délai, d'élargir à cet effet la mission des commissions sectorielles de coordination susceptibles de répondre concrètement à ce besoin;

Considérant que l'urgence est ainsi motivée;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé de la Communauté française et vu la délibération de l'Exécutif en date du 5 juillet 1985,

Arrêtons :

Article unique. La première phrase de l'article 3, § 1er, 1^o, de l'arrêté royal du 21 mars 1961 tel qu'il a été modifié ultérieurement, notamment par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 novembre 1984, est complétée par les mots suivants :

« ... et contribue, sur demande de la Direction générale de la Santé de la Communauté française, à la prévention des maladies transmissibles sans préjudice des prérogatives de ladite administration en cette matière. »

Bruxelles, le 22 juillet 1985.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président,

Ph. MOUREAUX

Le Ministre de la Santé et de l'Enseignement,

R. URBAIN